



COMITÉ MONÉTAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL

Quarante-troisième réunion 8 avril 2021

Déclaration n° 43-21(F)

Déclaration de M. Mutombo Mwana Nyembo République Démocratique du Congo

au nom de

Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine,
Comores, République du Congo, République Démocratique du Congo,
Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissao,
Guinée équatoriale, République de Madagascar, Mali, Maurice,
Mauritanie, Niger, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Sénégal,
Tchad, et Togo

Déclaration de M. Déogratias Mwana Nyembo MUTOMBO
Gouverneur de la Banque Centrale du Congo
(République Démocratique du Congo)
8 avril 2021

Nous voudrions exprimer nos plus sincères condoléances pour les pertes en vies humaines et les souffrances causées par la pandémie de la Covid-19 à travers le monde.

I. PERSPECTIVES MONDIALES ET PRIORITES DE POLITIQUES

Perspectives Mondiales et Priorités de Politiques

L'économie mondiale devrait rebondir fortement en 2021, bien qu'à un rythme différent selon les régions, le niveau de revenu des pays et le déploiement des vaccins. Des actions de politiques rapides et audacieuses dans tous les pays ont permis d'atténuer l'impact social et économique de la pandémie en 2020 et le maintien de politiques budgétaires et monétaires accommodantes en 2021 devrait contribuer à accroître l'activité mondiale cette année. Les pays dans leur ensemble, devraient éviter un retrait prématuré des politiques de soutien économique étant donné les perspectives mondiales très incertaines.

À moyen terme, la croissance mondiale devrait connaître un certain ralentissement en raison des séquelles de la pandémie et de leur impact sur la croissance potentielle, ainsi que des effets nets démographiques sur le capital humain et sur l'offre de travail. Malgré la décélération de la croissance à moyen terme, les risques diminuent, en raison notamment du déploiement des vaccins dans plusieurs pays, ainsi que de l'abondante épargne accumulée dans le monde. Cela dit, compte tenu de l'évolution incertaine de la pandémie et de l'inégalité de la couverture vaccinale —beaucoup plus répandue dans les économies avancées que dans les marchés émergents et les pays à faible revenu—, les politiques à venir doivent être adaptées à la situation individuelle des pays, en fonction du stade de leur reprise économique.

Relever les défis à plus long terme relatifs au soutien des investissements visant à accroître la productivité et à renforcer la résilience au changement climatique tout en réduisant les inégalités au sein des pays sera également essentiel pour soutenir la croissance dans la période à venir.

Répondre à une Divergence Croissante

Les dommages économiques infligés par la pandémie aux pays émergents et aux pays à faible revenu y ont été plus durement ressentis que dans les économies avancées et sont susceptibles de perdurer, ce qui nécessite un soutien fort et continu de la communauté internationale. Un assouplissement des conditions d'accès aux vaccins est essentiel, et nous appelons à la poursuite des efforts à l'échelle mondiale afin de faciliter leur achat et leur distribution, notamment à travers l'appui multilatéral à l'initiative COVAX. Il ne s'agit pas là d'une question morale mais d'un impératif économique et financier.

Un grand nombre d'économies émergentes et de pays à faible revenu, principalement en Afrique, connaissent des revers importants par rapport aux progrès réalisés au cours des dernières années

dans des domaines sociaux clés, ainsi que dans leurs efforts de réduction de la pauvreté, dû au fait qu'ils ont été affectés par la crise à un moment où leur espace budgétaire était très limité et leur endettement élevé. Cette marge de manœuvre réduite a considérablement entravé leurs efforts pour lutter contre la pandémie et pour protéger les pauvres. Les femmes et les jeunes ont été les plus durement touchés. Cette crise, par conséquent, a conduit à une divergence du revenu par habitant entre les économies avancées, d'une part, et les pays émergents et pays en développement d'autre part. Bien que ces derniers doivent continuer à soutenir activement leurs économies et relancer dès que possible leurs programmes de réformes structurelles antérieurs à la pandémie, les partenaires multilatéraux et bilatéraux doivent continuer à collaborer étroitement avec eux et soutenir leurs efforts de politiques visant à placer la croissance économique sur une trajectoire plus robuste et viable. Alors que les économies avancées sortent plus rapidement de la crise, celles-ci devraient également être attentives à l'impact de leurs politiques, notamment le resserrement de leurs politiques monétaires sur les pays émergents et les pays à faible revenu.

II. PLAN D'ACTION MONDIAL—STIMULER LA REPRISE ET PARER A LA DIVERGENCE

Le soutien que le FMI a fourni aux membres pendant cette période de difficultés sans précédent a été important et devrait être maintenu jusqu'à ce que l'économie mondiale se remette pleinement de la crise. Le Plan d'Action Mondial décrit de manière pertinente les priorités clés et les domaines de travail importants que le FMI devrait poursuivre dans la période à venir pour aider les pays membres à sortir de la crise et jeter les bases d'une reprise solide et durable. Nous sommes heureux d'apporter notre soutien à ce plan d'action.

Nous continuons d'accorder une grande importance au rôle de la surveillance du FMI dans ses domaines d'intervention traditionnels ainsi que dans l'analyse macro-financière, et nous attendons avec intérêt les prochaines revues des outils de surveillance de l'institution, y compris le Point de vue institutionnel du FMI sur les flux de capitaux.

Compte tenu de la grande incertitude qui caractérise les perspectives de l'économie mondiale et de la divergence croissante entre les économies avancées, d'une part, et les pays émergents et les pays en développement, d'autre part, concernant à la fois le rythme de la reprise et les trajectoires du revenu par habitant, nous soulignons l'importance d'une coordination des politiques et d'une coopération internationale forte, y compris sur la distribution des vaccins, pour soutenir une reprise mondiale plus équilibrée. Assurer une transformation économique en saisissant l'opportunité de la reprise en cours pour soutenir une économie mondiale verte, numérique et inclusive est également vital. En particulier, le FMI devrait fournir un soutien adéquat aux pays membres dont les économies sont moins diversifiées et qui entreprennent des politiques de transformation susceptibles de stimuler la diversification économique et renforcer leur résilience. Les pays à faible revenu ou les pays à revenu intermédiaire, notamment ceux dépendant du tourisme et/ou de l'exportation de matières premières ont souffert de manière disproportionnée de la crise actuelle. Ces pays auront besoin d'un appui du FMI qui soit adapté à leurs circonstances et besoins spécifiques.

Il est essentiel de s'assurer que les membres puissent accéder à un financement adéquat pour financer leurs efforts de redressement économique. Des ressources importantes seront également

nécessaires pour réduire l'écart de convergence et permettre aux pays à faible revenu d'investir prioritairement dans les domaines de la santé, de l'éducation, des infrastructures de base et de la protection sociale tout en préservant la stabilité macroéconomique. Il est nécessaire d'accroître les ressources nationales grâce à une mobilisation accrue des recettes intérieures pour créer l'espace budgétaire nécessaire pour relever ces défis et investir dans la transformation numérique. En outre, les efforts devraient inclure la promotion d'une fiscalité progressive, la réalisation de progrès dans le domaine de la fiscalité internationale ainsi que la lutte contre les flux financiers illicites et d'optimisation fiscale. Il sera également essentiel pour la communauté internationale d'allouer des ressources importantes, nécessaires pour atteindre les Objectifs de développement durables qui connaîtront certainement des revers majeurs en raison de la pandémie. Nous appelons le FMI à continuer de soutenir l'agenda de développement, en conformité avec son mandat.

Nous nous félicitons des augmentations temporaires des limites d'accès aux ressources d'urgence et aux financements de moyen terme du FMI en faveur de ses pays membres à faible revenu au titre du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (Fonds fiduciaire RPC). Nous espérons que ces changements pourront être prolongés afin d'assurer un alignement plus permanent de ces limites d'accès avec ceux des instruments du Compte des ressources générales (CRG). Il est prioritaire d'explorer des réformes plus pérennes du Fonds fiduciaire RPC en vue d'augmenter substantiellement sa capacité de prêt, à la mesure des besoins des pays à faible revenu dans l'ère post-Covid-19. Nous nous félicitons du large soutien exprimé par les pays membres en faveur d'une nouvelle allocation de DTS et nous plaidons fermement pour un transfert volontaire des DTS des économies avancées pour soutenir les efforts de redressement des pays à faible revenu, notamment en augmentant les ressources des prêts du Fonds fiduciaire RPC. Nous souhaiterions également que le FMI étudie d'autres options pour accroître ses ressources concessionnelles, notamment par le biais de contributions bilatérales additionnelles et de sources de financement internes.

Les initiatives actuelles visant à remédier aux vulnérabilités de la dette et à assurer un allègement du service de la dette, notamment l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20, et l'assistance du FMI dans le cadre de son Fonds fiduciaire d'Assistance et de Riposte contre les Catastrophes (Fonds fiduciaire ARC) contribuent à atténuer les contraintes de financement et à libérer des ressources limitées pour les besoins urgents. Cependant, une participation effective des créanciers privés au Cadre commun du G20 est cruciale pour l'efficacité de cette initiative qui doit être opérationnelle le plus rapidement possible. Il est également indispensable d'établir un dialogue constructif avec les agences de notation de crédit en vue de prévenir des déclassements indus dans la notation souveraine des pays qui pourraient bénéficier du Cadre commun.

Malgré les défis importants du moment, la poursuite de l'assistance technique nécessaire aux pays membres est cruciale, particulièrement pour les Etats fragiles, ceux affectés par des conflits et les petits États en développement. Nous exhortons le FMI à rehausser son soutien au renforcement des capacités de ces pays membres.

Dans ce nouvel environnement d'incertitudes accrues et de défis immenses, il est encore plus pertinent de faire en sorte que le FMI demeure une institution basée sur un système de quotes-

parts, dotée de ressources adéquates et au centre du dispositif mondial de sécurité financière. Cela nécessite de faire progresser les réformes des quotes-parts et de la gouvernance du FMI, en vue d'achever à temps la Seizième révision générale des quotes-parts, y compris une nouvelle formule de calcul des quotes-parts.

Le FMI a continué de faire des progrès en matière de diversité de son personnel, notamment à travers la nomination et la promotion de ressortissants d'Afrique subsaharienne. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre tous les objectifs relatifs aux régions sous-représentées et pour se fixer des objectifs plus ambitieux. Des progrès supplémentaires en la matière permettraient de faire du FMI une institution plus diverse reflétant la composition de ses membres.